

L'UGICT CGT, pour un syndicalisme socialement écologiste

Moins souvent mise en avant par notre syndicat mais tout aussi défendue, l'écologie est un sujet rarement évoqué par les organisations de salariés, particulièrement chez Total. Et pourtant, une grande majorité d'entre vous réalise au quotidien des actions pour « Make our planet great again »...

Mais quelle est la position de la CGT à ce sujet ?

Le développement humain durable suppose de rompre avec les politiques économiques actuelles qui sont en échec, et d'aller vers un autre type de croissance fondée sur des modalités de production et une exploitation des richesses plus équitables.

Ce changement de cap est seul à même d'avancer vers un développement respectueux de l'Homme et de la planète, sur des bases économes en ressources et en énergie. Le développement humain durable implique d'agir pour la mise en œuvre de nouvelles politiques. Cela concerne l'économie des ressources fossiles, la préservation du climat, la gestion et la protection de la biodiversité, la limitation des

rejets polluants, la maîtrise des secteurs nouveaux comme celui des biotechnologies.

Pour la CGT, la question du développement humain durable implique tout à la fois une approche nationale et internationale.

La CGT revendique un droit au développement humain durable permettant de répondre aux besoins d'aujourd'hui sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire les leurs.



Agir est par conséquent devenu une urgence absolue. Les conséquences sur notre santé, notre environnement, notre planète seraient sinon irréversibles!

Manifestons les 20 et 21 septembre avec la jeunesse, les associations.

Pour éviter des catastrophes écologiques, sociétales et sociales, il nous faut gagner d'autres modes de développement, de production et de consommation.

Les émissions de gaz à effet de serre doivent diminuer drastiquement et rapidement.

Nous refusons un monde où le coût du capital s'additionne au coût environnemental et crée toujours plus de tensions et d'injustices.

La sécurité sociale du XXI siècle doit s'accompagner de la sécurité écologique.

Au plan national :

- créer un grand pôle public de l'énergie intégrant l'ensemble de la filière énergétique, qui permettrait de développer, des synergies au service de l'intérêt général et des générations futures
- engager la ré-industrialisation locale en réhabilitant une politique industrielle capable de favoriser les circuits courts entre les productions et les réponses aux besoins. Limitant ainsi les flux mondiaux de transport et développant l'emploi qualifié. Ce recentrage des activités au plus près des besoins des populations doit aussi être travaillé à l'échelle nationale afin d'assurer la cohérence entre les territoires et la répartition de leurs richesses.
- mettre en place de manière efficiente, et dans des conditions sociales satisfaisantes, des filières de traitement et de revalorisation des déchets industriels. Il doit être mis fin à l'envoi de nos « déchets » vers les pays les plus pauvres.
- mettre en œuvre des mesures strictes en matière de prévention, de suivi et de transparence sur les risques industriels et technologiques.
- instaurer la politique de l'eau avec pour objectif de répondre tout à la fois aux exigences de qualité de la ressource et aux besoins de la population, actuels et à venir
- élargir les droits des salariés et des populations, leur permettant d'intervenir efficacement sur les enjeux environnementaux et de garantir un véritable droit universel à l'information environnementale.
- doter plus spécifiquement les CSE et les CSSCT de capacités d'interventions en matière d'environnement, avec par exemple un droit de veto suspensif dès lors qu'il y a présomption de risque pour la santé



Merci de ne pas laisser ce tract sur les plateaux du restaurant d'entreprise.



Vous avez des idées ! Venez en parler avec nous pour avoir l'opportunité de les exprimer.

Au plan international :

- annuler la dette des pays en développement, et de renforcer la coopération et l'aide internationale au service du développement économique et social
- mettre au même niveau les différents piliers : social, économique et environnemental. Cela nécessite de limiter le pouvoir de l'OMC, de relever celui de l'OIT et enfin de créer une organisation mondiale de l'environnement (OME) qui serait en charge des conventions internationales de protection de l'environnement
- encadrer les transferts de technologies propres vers les pays en développement ou les pays les moins avancés, pour les aider à s'engager vers un progrès durable et empêcher les délocalisations sur fond de dumping social
- créer un espace mondial de solidarité et de redistribution, notamment par la mise en œuvre d'une fiscalité internationale, de nouvelles règles du commerce international, de normes sociales et le rééquilibrage des termes de l'échange par la mise en place de mécanismes de garantie.
- assurer un accès universel aux biens et services publics mondiaux (eau, énergie, transport, médicament, services de santé, justice, logement, éducation, culture, information, communication...), ces biens et services publics devant être soustraits aux logiques marchandes.
- faire reconnaître par les pays industrialisés – qui ont tiré profit matériellement d'une filière haute en carbone sans en avoir assumé ses coûts externes - leur responsabilité, y compris financière, dans la mise en œuvre des mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique pour les pays du Sud
- mettre en œuvre une stratégie volontariste dans les négociations sur le climat, en mettant l'accent sur le « travail décent » et la « transition juste », notamment dans le cadre de la COP 21.

Centre Scientifique
& Technique Jean Féger
F017 - avenue Larribau
64018 PAU Cedex
05 59 83 42 56 / 60 43 / 68 21

Tour Coupole
& St Martin d'Hères
04B01 - 2 place Jean Millier
La Défense 6, 92078 PARIS
01 47 44 72 75
06 28 78 94 34

Pôle Étude Recherche
Lacq (PERL)
Pôle Économique 2 - BP47
64170 LACQ
05 59 67 37 37



@CGTTtotal



facebook.com/CGTTtotal



amont-holding.cgt-ues@total.com



ep.cgttotal.fr



06 28 78 94 34